Portrait
Module de formation pour les corps de police de Genève et Bâle

Catherine Cossy

Mettre sur table ce qui dérange

Les polices cantonales de Bâle et Genève thématisent la rencontre, parfois conflictuelle, avec d'autres groupes ethniques dans le travail au quotidien des agents. Cours ou séances d'information ne peuvent pas résoudre tous les problèmes, en particulier une certaine frustration et frustration envers des migrants qui n'ont que peu de chances de pouvoir s'installer en Suisse. Mais ils peuvent au moins fournir des clés pour comprendre, et par là même, contribuer à désamorcer peurs et ressentiments.

«C'est un changement de climat important.» André Klopmann, adjoint de Robert Cuénod, délégué genevois à l'intégration, parle du nouveau module de formation qui figure au programme de la volée d'aspirants de la police cantonale genevoise qui vient de commencer ses cours en février. 80 heures sur toute l'année consacrées aux relations interculturelles et communautaires, à l'éthique, aux droits de l'homme. Une matière à examen. «Prenez l'exemple du contrôle d'un Africain, présumé trafiquant: les agents doivent réfléchir sur la base de quelles présomptions et de quelles observations ils peuvent intervenir. Mais aussi savoir pourquoi cet homme est là, qui est derrière lui, qui le manipule.»

Un cours complet de 80 heures à Genève

Avec l'introduction du nouveau brevet fédéral de police, la police genevoise teste un module pilote, élaboré en collaboration avec les instances cantonales et fédérale, et même le Haut Commissariat aux Réfugiés. De quelques heures encore il y a quelques années, le passage à un cours complet de 80 heures est un saut quantitatif et qualitatif. Intervenant régulier, André Klopmann constate: «Cela permet aux policiers de mettre sur la table ce qui les dérange. Il faut aussi que ressentiments et préjugés sortent et que l'on puisse en parler.» Depuis deux ans, le Bureau de l'intégration, et avec le plein soutien du chef de la police Urs Rechsteiner dès son entrée en fonction en novembre 2003, a repris le fil des activités lancées par Mondial Contact, association pour une pluriculturalité urbaine et citoyenne, qui visaient à instaurer un climat de compréhension réciproque entre la police et les communautés étrangères installées à Genève.

Avec l'aide également de l'intérieur: Alain Devegney et Yves Delachaux, hommes de terrain sensibilisés de longue date à la nécessité de mieux connaître les règles de fonctionnement et traditions des communautés étrangères établies à Genève. Les deux hommes avaient lancé un projet d'îlotage ethnique et développé sur le terrain des espaces de communication entre policiers et étrangers. Leur expérience avait fait l'objet d'un documentaire fort remarqué, sorti en 2001: «Pas les flics, pas les Noirs, pas les Blancs.» L'expérience sous cette forme a été abandonnée en 2002. S'inscrivant dans le droit fil d'un travail

Irritationen zum Thema machen

Die Polizei ist weder mehr noch weniger rassistisch als der Bevölkerungsdurchschnitt. Das Risiko von Fehlverhalten ist allerdings wegen der spezifischen Situationen, mit denen Polizeikräfte konfrontiert sind, erhöht. Die Entwicklung einer polizeilichen Praxis, welche kulturellen Differenzen Rechnung trägt, verlangt indessen viel Zeit und Fingerspitzengefühl. Zudem braucht es das persönliche Engagement auf höchster Hierarchiestufe. Dies zeigen die beiden hier vorgestellten Beispiele von Genf und Basel. Die Genfer Polizei hat soeben ein umfassendes Ausbildungsmodul eingeführt, welches sich den Themen «Menschenrechte» und «interkulturelle Beziehungen» widmet. Basel geht die Thematik aus einem spezifischen Blickwinkel an und bietet spezielle Informationsveranstaltungen zur Migration aus Westafrika an.

de proximité de la police, elle a fait les frais des atermoiements de la politique sur la priorité à accorder à une telle approche. Yves Delachaux, qui, avec l'accord de sa hiérarchie vient de terminer une licence en sciences de l'éducation sur l'importance de la formation des policiers, n'en reste pas moins actif dans le service psychologique de la police. Mais il reste encore beaucoup à faire. Notamment du côté de la formation continue et des sanctions. Comme le dit André Klopmann: «Le profond mépris de certains policiers envers les étrangers, cela se combat.»

Séances d'information à Bâle

A Bâle, comme dans d'autres villes suisses, l'augmentation des demandes d'asile de jeunes Africains, et l'implication d'une minorité d'entre eux dans le trafic de drogue a marqué l'été 2002. Suite à une intervention du Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-noir CRAN, se plaignant de contrôles policiers arbitraires sur la base de la seule couleur de la peau, le commandant de la police Roberto Zalunardo décide d'agir rapidement. «Nous ne pouvons pas ignorer les reproches, même si nous allons continuer à contrôler des personnes africaines. Mais c'est un signe important quand une communauté prend la peine de se manifester.»

Deux tables rondes, réunissant représentants du CRAN et des autorités, ont permis d'aborder dans une ambiance constructive tous les griefs. Parallèlement, l'ethnologue Lilo Roost Vischer enseignant au Centre d'études africaines de l'Université de Bâle, est chargée de mettre sur pied deux séances d'information pilote pour les membres du corps de police. But premier: expliquer les raisons qui poussent les jeunes d'Afrique de l'Ouest à venir tenter leur chance en Suisse et donner un aperçu de leurs références culturelles, sociales et économiques. «Nous avons choisi volontairement un titre neutre: ce n'est pas une situation de formation. Je le comprends quand même comme une campagne de sensibilisation. Ces jeunes Noirs sont ressentis comme un corps étranger dans la cité: ils provoquent d'une part des réactions de peur et d'agressivité, mais pire encore d'indifférence. Mais il ne faut pas non plus éveiller de faux espoirs. La migration est un phénomène mondial: en tant que demandeurs d'asile, les Africains n'ont aucune chance en Suisse. Ce n'est pas un problème que l'on peut résoudre à Bâle ou ailleurs», explique l'ethnologue.

Qu'apportent ces séances d'information? «Il n'y a pas de recettes miracles, mais cela permet de mettre sur la table tous les non-dits. Comme dans la société suisse en général, le problème n'est pas une forme ouverte de racisme, mais les petites humiliations dont on n'est pas toujours conscient», dit Lilo Roost Vischer. Selon l'évaluation anonyme faite auprès des participants, la séance d'information a été très bien accueillie. «Cela permet de gagner une certaine distance. Un policier qui se fait traiter de raciste, voire parfois qui se fait cracher dessus, peut mieux en faire abstraction s'il sait par exemple que son vis-à-vis ne peut pas simplement rentrer dans son pays les mains vides», explique Roberto Zalunardo. Qui précise: «Certains espéraient comme un mode d'emploi pour traiter les Africains. Cela ne peut pas être le cas. Le contrôle de police doit obéir aux mêmes règles, quelle que soit la personne et la couleur de sa peau.»

Le projet, qui a bénéficié pour son lancement d'une aide financière du Service de lutte contre le racisme, va être poursuivi. Douze matinées d'information, toutes ouvertes par le commandant Zalunardo en personne, sont agendées au cours des prochains mois. Elles sont destinées aux agentes et agents qui travaillent en patrouille et à leurs supérieurs. Roberto Zalunardo a également invité ses collègues des polices cantonales et municipales à déléguer une personne de la direction à venir assister à l'une de ses séances. «C'est encore une action unique, mais nous prévoyons d'intégrer ces informations à la formation de base», indique le commandant de la police. Qui précise que maintenant déjà, deux semaines complètes sont consacrées aux relations avec les minorités ethniques dans la cité. Et que Bâle est avec Schwyz le seul canton de Suisse à accepter des agentes et agents étrangers dans le corps de police. A Lilo Roost Vischer le mot de la fin: «Les différences et les identités culturelles et sociales peuvent varier: elles ne doivent être ni exagérées, ni tabouisées: entre les deux, il y a une voie à trouver.»

Catherine Cossy est correspondante à Zurich pour Le Temps.